

l'organisme l'ayant précédé (l'OECE) pendant la période du redressement de l'Europe occidentale après la Seconde Guerre mondiale.

Le «jumelage» à un organisme existant, possédant la structure, les compétences et le mandat voulus, présente beaucoup d'attraits, d'autant plus que ses membres comprennent toutes les économies de marché établies, dont celle du Japon. Il arrive trop rarement que ce dernier participe pleinement aux dialogues avec les nouvelles démocraties; or, tout le monde reconnaît que l'intervention japonaise est essentielle à tout effort sérieux de reconstruction. Le recours à une structure comme l'OCDE pourrait aussi contribuer à éliminer la concurrence nuisible existant entre la Communauté européenne et les États-Unis, et à ménager les susceptibilités possibles des pays «bénéficiaires». En effet, l'OCDE est déjà bien établie et elle est respectée comme «médiatrice» fournissant la coordination nécessaire et les conseils parfois durs que les gouvernements auraient du mal à appliquer.

Il existe peut-être des arguments puissants contre l'idée d'essayer d'appliquer une structure apparentée à l'OCDE, ou encore contre la notion qu'un cadre axé sur une autre organisation existante (comme le Groupe des 24, la BERD, ou la Communauté européenne) pourrait assumer une telle mission élargie et un rôle de coordination. Ce qui est clair et net, c'est que les conditions nécessaires à une reconstruction fondamentale n'ont pas encore été remplies; en outre, l'Ouest tergiverse (et les institutions occidentales jouent du coude), tandis que l'Europe de l'Est est déjà en proie aux flammes.

Si l'Occident a «gagné» la Guerre froide, ce n'est pas pour laisser les premières victimes du conflit — les peuples de l'empire soviétique — seules et sans espoir au moment même où elles cherchent à épouser ses valeurs et à bénéficier de sa prospérité. Aider à reconstruire l'ancien monde communiste représente une obligation et une mission communes encore plus grandes pour le monde occidental que le fut la reconstruction de l'Europe de l'Ouest dans le cadre du Plan Marshall. Les perspectives de réussite sont sans doute meilleures aussi, pour ce qui est non seulement d'éviter de grands dangers, mais peut-être aussi de relancer avec vigueur l'économie internationale endormie : en effet, il s'agit ni plus ni moins de répondre aux gigantesques besoins de la région sur les plans économique, social et environnemental. Même les estimations les plus élevées sur les investissements que devraient consentir les pays occidentaux sont dérisoires si on les compare aux budgets militaires du passé, budgets qui ne devraient jamais plus être nécessaires.